

ISRAËL

Amnesty International condamne les attentats-suicides

Index AI : MDE 15/37/97

Amnesty International a déploré aujourd'hui, 31 juillet 1997, le double attentat-suicide qui a fait hier 15 morts et plus de 150 blessés sur le marché de Mahané Yehouda, à Jérusalem-Ouest.

L'Organisation appelle à nouveau le Hamas (Mouvement de la résistance islamique), dont le bras armé Ezzedine el Kassam aurait revendiqué ces attentats à l'explosif, à mettre un terme à ces attaques.

« Nous sommes consternés par le mépris total dont cet attentat témoigne à l'égard de la vie des civils, a déclaré l'Organisation. Amnesty International appelle à nouveau le Hamas et les autres mouvements armés d'opposition à cesser de prendre pour cible la population civile de manière délibérée et arbitraire, en violation des principes fondamentaux du droit humanitaire. »

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme a exhorté le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne à se conformer rigoureusement aux engagements internationaux en matière de droits de l'homme et aux principes humanitaires internationaux, en traduisant en justice ceux qui ont ordonné ces attentats.

« Nous comprenons l'horreur que suscitent de telles attaques contre des civils, a déclaré Amnesty International. Il est néanmoins d'autant plus important que les principes relatifs aux droits de l'homme soient respectés de manière inconditionnelle. »

L'Organisation a appelé Israël et l'Autorité palestinienne à veiller à ce que les individus arrêtés à la suite de ces attentats ne soient soumis ni à la torture ni à aucune autre forme de mauvais traitement, à ce qu'ils soient autorisés à recevoir la visite d'avocats et à ce qu'ils soient déjés sans délai à la justice pour des infractions prévues par la loi, ou relâchés.

« En ces temps difficiles, il est vital que, de part et d'autre, les autorités s'abstiennent de toute violation des droits de l'homme, notamment de toute arrestation arbitraire, de toute torture et de tout placement en détention prolongée sans jugement. Ce n'est qu'en garantissant le respect des droits fondamentaux que nous pourrons créer une culture des droits de l'homme commune à tous et mettre un terme aux pertes terribles de vies civiles qui endeuillent cette région », a déclaré Amnesty International.